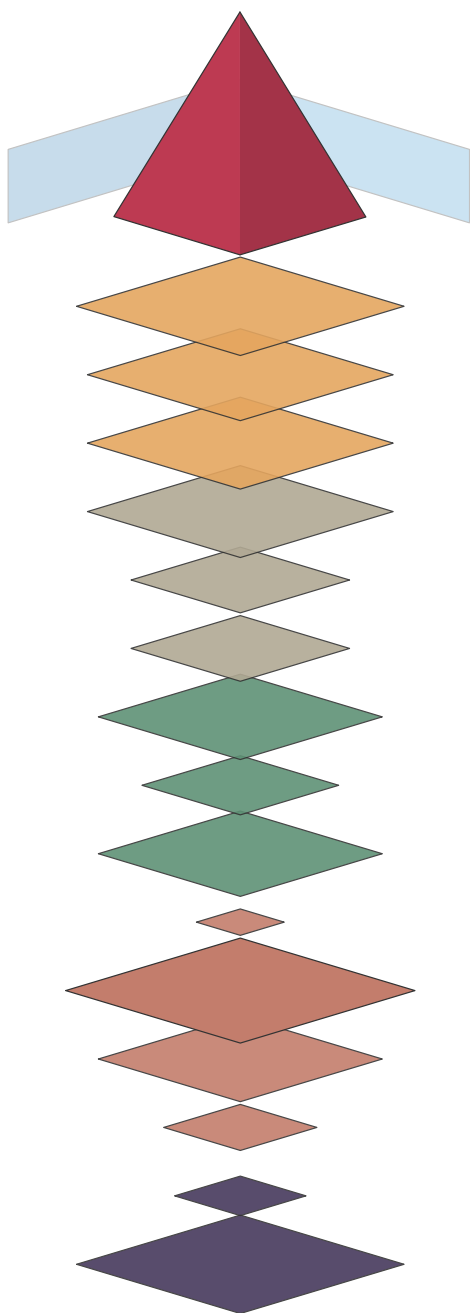




HAÏTI



5,93

SCORE DE CRIMINALITÉ

50^e sur 193 pays

12^e sur 35 pays américains

1^{er} sur 13 pays des Caraïbes



MARCHÉS CRIMINELS

5,77

TRAITE DES PERSONNES 7,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 7,00

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 7,00

TRAFIC D'ARMES 7,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 5,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 5,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 6,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 4,50

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES 6,50

COMMERCE D'HÉROÏNE 2,00

COMMERCE DE COCAÏNE 8,00

COMMERCE DE CANNABIS 6,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 3,50

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 3,00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 7,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

6,10

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 8,50

RÉSEAUX CRIMINELS 6,50

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 8,00

ACTEURS ÉTRANGERS 4,50

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 3,00



2,46

SCORE DE RÉSILIENCE

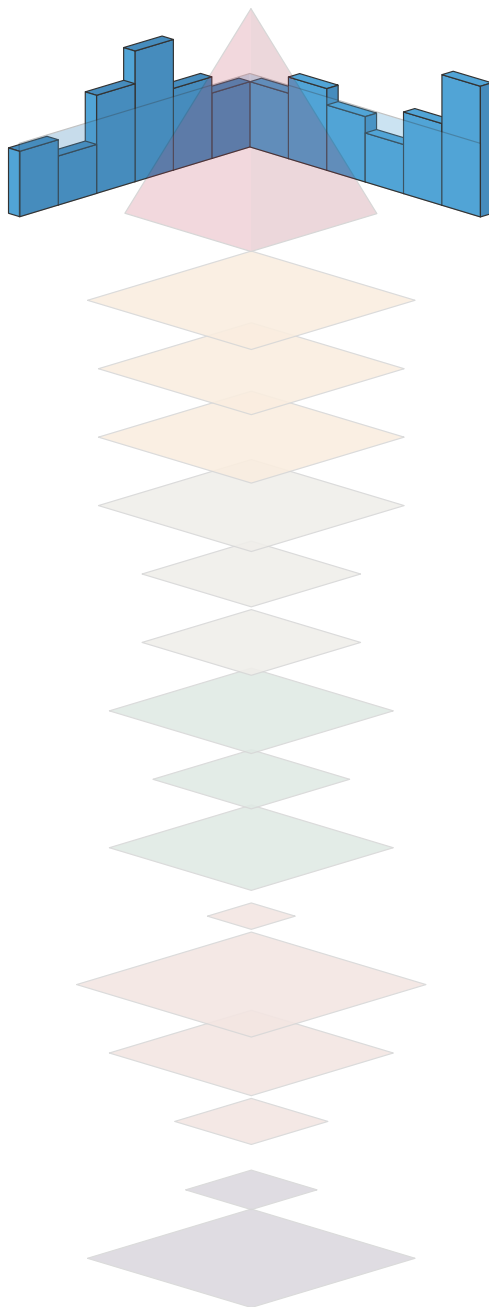


Financé par
le gouvernement
des États-Unis.



Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.



 **2,46**
SCORE DE RÉSILIENCE

174^e sur 193 pays
33^e sur 35 pays américains
13^e sur 13 pays des Caraïbes

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	1,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,50
FORCES DE L'ORDRE	2,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,50
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,50
PREVENCIÓN	2,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	4,00

 **5,93**
SCORE DE CRIMINALITÉ

 MARCHÉS CRIMINELS	5,77
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	6,10

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Haïti est un pays d'origine et de destination pour la traite des personnes. Son histoire, marquée par la pauvreté et l'inégalité, a conduit à des pratiques telles que le restavek, par lequel des enfants pauvres (généralement issus des campagnes) sont prêtés par leurs parents à des familles « riches » pour qu'elles s'occupent d'eux, alors qu'en pratique ils sont soumis à des conditions de vie proches de l'esclavage. Les migrants haïtiens, y compris ceux qui se rendent en République dominicaine, au Brésil, au Mexique, aux États-Unis ou aux Bahamas, ou qui en reviennent, se retrouvent souvent sans abri et sont stigmatisés par leur famille et la société, ce qui les expose davantage au risque d'être victimes de la traite des personnes. Les enfants sont vulnérables au recrutement frauduleux et au travail forcé, principalement en République dominicaine et dans d'autres pays des Caraïbes, ainsi qu'en Amérique du Sud et aux États-Unis. L'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 a encore accru la vulnérabilité à la traite en raison des possibilités d'emploi qui se sont faites encore plus rares.

Le trafic d'êtres humains à partir d'Haïti est devenu de plus en plus courant en raison des mauvaises conditions économiques et politiques du pays, qui constituent une plateforme optimale pour les passeurs. Avec le Guyana, Haïti est considéré comme l'un des principaux pays d'origine des flux migratoires intrarégionaux. En outre, Haïti a l'une des plus grandes diasporas des Amériques, dont la plupart de ses membres vivent aux États-Unis. La faiblesse des mécanismes de contrôle des frontières, terrestres et maritimes, a fait d'Haïti un point de départ et de transit pour le trafic d'êtres humains. Les principales destinations des personnes trafiquées sont la République dominicaine, les États-Unis, Cuba, le Chili, le Brésil, le Canada, les Bahamas et d'autres pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Entre-temps, la situation en Haïti est devenue plus désespérée en raison des troubles politiques, des enlèvements incessants et de la crise économique, ce qui a entraîné une augmentation des traversées en bateau vers les États-Unis.

La montée de la violence, le pouvoir croissant des gangs criminels et la disponibilité des armes ont entraîné une augmentation du racket d'extorsion et du chantage à la protection, ce qui a poussé les petites entreprises à cesser leurs activités. Les gangs sont impliqués dans la politique et la collecte de fonds par l'extorsion d'hommes d'affaires et de notables sur leur territoire, en ciblant particulièrement les entreprises qui utilisent les ports. La violence en Haïti est à son plus haut niveau, car le chaos a permis aux gangs

de gagner du pouvoir et des territoires, ce qui fait d'eux les autorités de facto dans certaines régions où l'État ne peut pas fournir de protection ou d'aide. Le refus de payer les extorsions a conduit à des meurtres brutaux à Port-au-Prince.

COMMERCE

Le trafic d'armes en Haïti s'est considérablement développé ces dernières années, entraînant une augmentation de la violence et de l'insécurité. Malgré l'embargo sur les armes imposé par les États-Unis à Haïti, les armes à feu continuent d'entrer dans le pays, principalement en provenance des États-Unis. Les ONG affirment que quelques familles contrôlent le marché illégal des armes, en lien avec des marchands d'armes américano-haïtiens qui introduisent clandestinement des armes dans le pays à bord d'avions qui les larguent en mer ou à flanc de colline, ou par le biais d'envois dissimulés dans des conteneurs. Les politiciens haïtiens utilisent les gangs à des fins politiques et les acteurs étatiques sont soupçonnés de coopérer avec ces familles pour fournir des armes aux groupes criminels. Des armes entrent également en Haïti en provenance de la République dominicaine, de la Jamaïque, d'Amérique centrale, d'Afrique du Sud et d'Israël et sont utilisées par des gangs criminels, ce qui exacerbe la crise politique et économique. Les gangs utilisent les armes pour consolider leurs propres rackets de protection et leur contrôle politique dans les bidonvilles d'Haïti, et de plus en plus dans les zones à revenus moyens et élevés de certaines régions, allant jusqu'à fournir des armes à de jeunes garçons en échange de leur loyauté. Bien qu'une campagne de répression ait été lancée à l'encontre de certaines personnes impliquées dans cette industrie, le flux d'armes sur le marché noir continue d'augmenter.

Les produits de contrefaçon, en particulier les produits pharmaceutiques, constituent depuis longtemps un problème en Haïti. La situation s'est aggravée pendant la pandémie de COVID-19 et à la suite des tremblements de terre, les forces haïtiennes s'étant emparées de fournitures médicales essentielles. Les fournitures médicales et les médicaments contrefaits ne sont pas nouveaux en Haïti, et il y a eu des cas de décès résultant de la consommation de sirop contrefait pour la toux contenant du diéthylène glycol. La contrefaçon d'alcool est un problème de santé publique, avec des cas de personnes étant tombées malades ou ayant trouvé la mort à cause de la consommation de méthanol. La situation est probablement exacerbée par l'incapacité du gouvernement à contrôler le problème en temps de crise, ce qui laisse un vide dont les criminels profitent.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise est une source de revenus viable pour les entreprises criminelles. Le flux important de marchandises entrant en

Haïti de manière informelle sans être taxées a non seulement créé des tensions avec la République dominicaine, mais fait également une concurrence déloyale aux produits et aux entreprises du pays, privant Haïti de recettes fiscales essentielles. Malgré les efforts des deux gouvernements pour réduire ces flux illicites, le niveau élevé de corruption parmi les agents des frontières permet à cette situation de perdurer. Les produits les plus trafiqués sont l'alcool et les cigarettes.

ENVIRONNEMENT

La déforestation et la production de charbon de bois en Haïti sont des problèmes environnementaux et socio-économiques importants. Le charbon de bois est la première source d'énergie du pays et représente la majeure partie du combustible consommé. Les agriculteurs préfèrent souvent défricher pour planter des cultures de rente ou fabriquer du charbon de bois. Cette pratique entraîne la déforestation, l'érosion des sols et la pollution. Bien que des projets de reboisement aient été tentés, peu ont réussi en raison d'infrastructures inadéquates, de l'humidité du sol et d'espèces d'arbres qui ne se reproduisent pas de manière adéquate.

Le trafic d'espèces sauvages est un marché illicite en expansion, bien qu'il ne semble pas avoir une grande influence sur la société haïtienne. La demande d'espèces sauvages provient de l'étranger et le faible pouvoir d'achat des habitants d'Haïti se traduit par un marché local restreint. Haïti n'est pas un État signataire de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ce qui témoigne du manque d'intérêt des autorités pour la lutte contre ce type de criminalité.

La contrebande de carburant est l'activité illégale la plus importante liée au commerce illicite de ressources non renouvelables en raison de la pénurie de ce produit. Depuis que le pays a cessé de recevoir du pétrole vénézuélien, le gouvernement haïtien n'a pas été en mesure de fournir suffisamment de carburant à l'économie, ce qui a augmenté la contrebande en provenance de la République dominicaine par des réseaux criminels transnationaux. Les pénuries de carburant sont récurrentes ces dernières années, mais la crise a pris une nouvelle dimension depuis que des gangs ont pris le contrôle des routes menant aux trois terminaux pétroliers du pays. Ils détournent les véhicules de transport de carburant et exigent des rançons élevées pour libérer les chauffeurs. Cette situation s'est aggravée au fil du temps. L'extrême pauvreté en Haïti encourage les civils à tenter de prendre de l'essence directement dans les réservoirs des camions pour la revendre, ce qui provoque des explosions qui font des blessés et des morts.

DROGUES

Le commerce de la drogue en Haïti est contrôlé par des organisations criminelles étrangères, souvent en collaboration avec des gangs locaux, qui transportent et stockent les stupéfiants dans le pays. Bien que la consommation ou la production de drogue en Haïti ne soit pas considérable, le pays est considéré comme l'un des principaux pays pour le transit et le trafic de drogue en raison de ses nombreux points d'entrée non contrôlés et de son instabilité interne. Les forces de sécurité haïtiennes n'ont actuellement pas la capacité de s'opposer aux trafiquants, ce qui rend le pays attrayant pour les cartels de drogue.

L'héroïne est souvent associée à des cargaisons de cocaïne plus importantes et est généralement stockée localement avant d'être expédiée vers d'autres pays. Le commerce de cocaïne en Haïti est facilité par la coopération entre les gangs armés locaux, les représentants du gouvernement et les cartels transnationaux. La cocaïne est introduite clandestinement en Haïti par divers moyens, notamment les navires maritimes, l'aviation générale, les cargos, les navires de charge conteneurisés, les bateaux de pêche et les coursiers à bord d'avions commerciaux.

Haïti est un pays de transit et d'origine pour le cannabis. Le cannabis produit localement est principalement consommé dans le pays, mais du cannabis fait également l'objet d'un trafic de la Jamaïque vers les États-Unis ou les Bahamas via Haïti. Contrairement à la cocaïne, il n'y a pas de cartels en Haïti impliqués dans le commerce de cannabis, mais plutôt des gangs armés locaux qui collaborent avec les mafias transnationales du trafic de drogue. Les groupes criminels organisés haïtiens et jamaïcains échangent des armes contre du cannabis, les gangs jamaïcains utilisant des pêcheurs comme passeurs. Bien que la valeur du marché du cannabis en Haïti soit importante, en particulier dans les zones économiquement défavorisées, sa taille n'est pas significative. Les informations sur la consommation et les livraisons de drogues de synthèse en Haïti sont rares ; cependant, ces drogues ont été retrouvées aux côtés de livraisons de cocaïne.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est devenue un sujet de discussion majeur dans de nombreux journaux haïtiens, les médias soulignant que les entreprises et les fournisseurs de services essentiels sont les cibles les plus vulnérables. Cependant, les particuliers courent également un risque élevé d'être victimes de ces crimes. Ces dernières années, des groupes de pirates informatiques ont vandalisé des sites web gouvernementaux avec des messages politiques. En raison de la pauvreté, de la violence et de l'instabilité des infrastructures en Haïti, il est difficile de maintenir des capacités cybercriminelles durables en dehors des complexes touristiques et internationaux du Cap-Haïtien.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Haïti est actuellement aux prises avec une criminalité financière importante, largement alimentée par la corruption. L'un des principaux problèmes auxquels Haïti est confronté est le détournement de fonds, avec des milliards de dollars perdus dans des combines qui ont siphonné des fonds des programmes de prêts pétroliers destinés à des initiatives de développement social. En outre, de plus en plus de banques proposent des services bancaires en ligne, ce qui accroît les possibilités de criminalité financière cyber-facilitée et de fraude.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Haïti est en proie à un grand nombre de gangs armés de type mafieux qui exercent un contrôle sur une grande partie du pays. Ces gangs se livrent à toute une série d'activités criminelles, telles que le trafic de drogue et d'armes, le racket, l'extorsion et les guerres de territoire. Ils commettent des actes violents, tels que des enlèvements, des vols et des agressions, et sont responsables d'une grande partie de la criminalité organisée dans le pays. Certains de ces gangs ont des liens avec des acteurs gouvernementaux, et certaines figures politiques sont accusées de soutenir activement les chefs de gangs, ce qui suggère qu'ils exercent une influence politique. Au cours des dernières années, la croissance et l'expansion des groupes de type mafieux en Haïti ont entraîné une augmentation substantielle de la violence. Ces gangs ont établi leur domination sur certains quartiers, prenant le contrôle des biens et des services essentiels pour la population. Ils ont entravé la capacité du gouvernement à subvenir aux besoins de la population en capturant des biens essentiels tels que le carburant, l'eau et les colis d'aide internationale, puis en les distribuant ou en les vendant eux-mêmes à des prix beaucoup plus élevés.

L'implication d'acteurs étatiques actuels et antérieurs dans la criminalité organisée en Haïti a renforcé les groupes criminels existants et a permis à ces acteurs de tirer profit de leurs activités. Les acteurs politiques ont fourni aux gangs armés des armes et d'autres formes de soutien pour contrôler les zones électorales, ce qui a entraîné un glissement de la violence politique vers la violence imputable à la criminalité organisée. Haïti est confronté au problème des réseaux criminels, qui passe souvent inaperçu en raison de la prévalence des gangs. Ces réseaux sont responsables de crimes tels que les agressions graves et les vol et utilisent souvent des armes à feu facilement disponibles. Ces dernières années, les réseaux criminels ont intensifié leurs activités, tandis que le gouvernement a connu des difficultés à contrôler efficacement ces groupes. Même les réseaux plus petits possèdent des armes et peuvent contrôler des quartiers à l'intérieur des limites de la ville, ce qui les rend précieux pour les fonctionnaires et les politiciens corrompus.

Quant aux acteurs criminels étrangers, ils se livrent principalement au commerce de cocaïne et, dans une moindre mesure, au trafic d'êtres humains, bien qu'ils n'aient pas eu d'impact significatif sur le pays dans son ensemble. Les acteurs étrangers ont traditionnellement fait profil bas, étant donné le réseau criminel structuré qui convient à leurs agendas opérationnels. L'instabilité et la situation socio-économique tragique d'Haïti l'ont rendu peu attrayant pour les groupes criminels transnationaux. Des acteurs étrangers sont soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat du président Moïse. En ce qui concerne les acteurs criminels du secteur privé, l'instabilité politique, l'inégalité extrême et la pauvreté généralisée d'Haïti laissent peu de place à l'entrepreneuriat privé, seule une petite élite contrôlant les secteurs les plus rentables du pays. Certains de ces oligarques se sont enrichis en exploitant la corruption politique, la pauvreté, l'instabilité et la criminalité endémique.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Haïti est actuellement en proie à des troubles politiques, l'assassinat du président Moïse ayant déclenché une série d'événements qui ont encore davantage érodé le système électoral et les institutions. Actuellement, il n'y a pas de représentants élus du gouvernement et les préparatifs pour les prochaines élections progressent à un rythme extrêmement lent, entachés par de nombreux problèmes. Des problèmes historiques et structurels ont entravé le développement d'Haïti, notamment la paralysie du système de transport, la faiblesse de la production et de la commercialisation des biens, l'augmentation des

prix des denrées alimentaires, un système de santé en difficulté et la pauvreté. L'incapacité de l'État à satisfaire les besoins de base de la population a permis à la gouvernance criminelle de s'implanter dans la société. Des groupes de type mafieux ont pris le rôle d'acteurs quasi-étatiques, parfois à la demande de représentants de l'État. En outre, la répression systématique, l'usage excessif de la force et les arrestations arbitraires lors des manifestations ont contribué à la fragilité du pays et à une méfiance générale à l'égard du gouvernement. Une corruption sévère a entravé le développement d'Haïti pendant des années. Malgré l'existence de lois et d'institutions destinées à lutter contre

la corruption, les fonctionnaires et les autorités corrompus restent impunis car la Constitution prévoit que les hauts fonctionnaires et les membres du Parlement soient poursuivis devant le Sénat, et non devant le pouvoir judiciaire.

Bien qu'Haïti ait ratifié plusieurs conventions relatives à la lutte contre la criminalité organisée, le trafic d'armes et la corruption, la mise en œuvre de la coopération internationale est faible car le pays est en réalité dépourvu d'un véritable Etat. Les relations du pays avec les agences internationales sont difficiles, les deux parties s'accusant mutuellement de manquer de volonté politique. Haïti dispose de plusieurs lois pour lutter contre la criminalité organisée, telles que des lois contre le blanchiment d'argent, les armes à feu, le trafic de drogue et la traite des personnes. Cependant, le cadre juridique est obsolète et déficient dans plusieurs domaines, avec de faibles niveaux d'application en raison de l'inefficacité du système judiciaire.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

La capacité d'Haïti à lutter contre la criminalité organisée est entravée par un système judiciaire miné de problèmes. Le pouvoir exécutif domine le système judiciaire, toutes les nominations étant effectuées par le Ministère de la justice et de la sécurité publique. Les juges sont mal formés, manquent de ressources et perçoivent de faibles salaires, ce qui les rend vulnérables à la corruption. La coordination entre les procureurs et les juges fait défaut et les systèmes d'archivage sont inadéquats. Les droits à une procédure régulière sont souvent ignorés au cours des procès, ce qui pose des problèmes en matière de droits de l'homme. De plus, les coûts élevés associés aux procédures judiciaires et l'accès limité à un avocat font qu'il est difficile pour les Haïtiens ordinaires de demander justice dans le cadre du système judiciaire du pays. De plus, les procédures judiciaires se déroulent en français, une langue que la plupart des Haïtiens ne parlent pas. Le système pénitentiaire,

surpeuplé, est l'un des pires au monde, avec un nombre important d'individus en détention préventive et de mauvaises conditions qui entraînent une malnutrition et des maladies infectieuses généralisées.

Les forces de police sont débordées par les groupes armés et manquent de ressources pour mener à bien les enquêtes, ce qui conduit à une culture de l'impunité dans l'application de la loi. La capacité de réponse de la police nationale est limitée, avec peu d'agents de police au service de la population. L'unité antigang manque de capacités d'enquête de base et l'unité de lutte contre les stupéfiants se concentre principalement sur le trafic de drogue. La corruption est largement répandue au sein des forces de police, de nombreux officiers étant soupçonnés de participer à des activités criminelles ou d'accepter des pots-de-vin de la part des criminels. Les forces de police sont faibles et sous-financées, ce qui rend difficile le travail des policiers dévoués. L'unité de lutte contre la corruption et l'agence

de renseignement financier ne sont toujours pas assez efficaces pour lutter efficacement contre la corruption. Pendant le mandat du président Moïse, la politisation des forces de police a donné lieu à plusieurs factions engagées dans des luttes internes, ce qui a encore davantage affaibli la police et renforcé les chefs de gangs qui mènent leurs activités librement dans les quartiers de la capitale et dans les grandes villes. Certains policiers ont même créé leurs propres groupes criminels, diminuant ainsi le pouvoir de la police et augmentant le nombre de gangs sur le territoire haïtien. L'extorsion et les arrestations arbitraires effectuées par les forces de l'ordre sont également courantes dans le pays.

La porosité des frontières d'Haïti et la faiblesse des contrôles créent un environnement que les réseaux criminels transfrontaliers impliqués dans la contrebande de drogues et d'armes, la fraude documentaire, le trafic d'êtres humains et la traite des personnes ont tendance à exploiter, y compris en mer. La capacité minimale d'interception maritime des garde-côtes crée un environnement à faible risque pour les trafiquants de drogue. Un autre attrait pour les groupes criminels est la frontière peu contrôlée du pays avec la République dominicaine, que Haïti a tendance à ne pas surveiller. Bien que la Police nationale d'Haïti ait formé une unité frontalière pour commencer à contrôler certains passages frontaliers et le domaine maritime, elle est sous-équipée et n'a qu'une capacité minimale pour mener à bien ses activités de patrouille.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Haïti est considéré comme un pays à haut risque pour le blanchiment d'argent en raison de l'absence de contrôles efficaces, de la faiblesse du système judiciaire et de l'instabilité politique. Bien que le pays ait renforcé ses lois contre le blanchiment d'argent, il n'y a eu que peu ou pas de poursuites ou de condamnations, et Haïti a été classé comme le pays le plus à risque d'Amérique latine pour ces activités. Le risque de blanchiment d'argent en Haïti est attribué à l'instabilité politique et juridique croissante, à la faiblesse du système judiciaire et au risque de traite des personnes. Bien qu'Haïti ait amendé sa loi contre le blanchiment d'argent, les critiques soutiennent que l'amendement a miné l'indépendance et l'efficacité de la cellule de renseignement financier en la plaçant sous le contrôle de l'exécutif. En outre, le pays n'a pas fait preuve d'un intérêt politique significatif pour la lutte contre le blanchiment d'argent, et l'impunité dont jouissent les acteurs criminels contribue à aggraver le problème. En conséquence, Haïti a été placé sur la liste grise internationale pour le blanchiment d'argent.

Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques, peine à lutter contre les flux financiers illicites et à promouvoir la responsabilité. Plus de la moitié de la population gagne moins de 2 dollars par jour, et des millions de personnes vivent

dans l'extrême pauvreté. Les envois de fonds des Haïtiens vivant à l'étranger représentent une part importante du produit intérieur brut (PIB) du pays. Cependant, la pandémie de COVID-19 a aggravé une économie déjà faible, qui se contractait et était confrontée à des déséquilibres fiscaux même avant la pandémie. De plus, l'activité économique s'est considérablement réduite en raison de la détérioration des conditions de sécurité, qui a interrompu les chaînes d'approvisionnement et provoqué une hausse des prix à la consommation. Le gouvernement haïtien tente d'améliorer la situation en établissant un nouveau cadre macroéconomique pour remplir un accord avec le Fonds monétaire international. Cependant, il n'est pas certain que la situation économique du pays s'améliore dans un avenir proche, compte tenu de la détérioration des conditions de sécurité.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La protection des victimes et des témoins est quasiment inexistante en Haïti, ce qui crée un climat de peur dans toute la société. Malgré l'adoption d'une nouvelle loi contre la traite des personnes visant à apporter soutien et protection aux victimes et aux témoins, celle-ci n'a pas été mise en œuvre en raison des déficiences du système judiciaire. Les ONG ont pris le relais de l'État en proposant des programmes de protection des témoins et des victimes, en particulier les femmes pauvres qui sont confrontées à une discrimination liée au genre profondément enracinée et à une marginalisation économique, ce qui rend leur accès à la justice encore plus limité. Il a été rapporté que les juges banalisent les viols, obligeant les victimes à revivre leur traumatisme. Les efforts de prévention antérieurs ont échoué en raison de l'instabilité et du manque de ressources.

Malgré une participation civile limitée en Haïti, certaines ONG apportent une contribution significative au pays. Les journalistes haïtiens sont confrontés à divers défis, notamment le manque de financement et de soutien institutionnel, l'autocensure et l'accès limité à l'information. Moins d'un quart des Haïtiens ont accès à Internet, et les médias souffrent souvent de coupures de courant et de ressources limitées. Les stations de radio, en particulier celles qui émettent en créole, sont les médias les plus populaires du pays. Cependant, des journalistes d'investigation ont été enlevés et même abattus par des gangs armés sur lesquels ils enquêtaient.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.